INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 26 octobre 2021**

* Les bourses européennes ont terminé dans le vert une séance marquée par le retour de l'optimisme des investisseurs grâce aux nombreux résultats d'entreprises. Le CAC 40 a ainsi progressé de 0,8% à 6 766,51 points, et l'Euro Stoxx 50 s'est adjugé 0,94% à 4 227,49 points. A Wall Street, d'où les vents porteurs sont arrivés, le Dow Jones et le S&P 500 volent vers de nouveaux records et grimpent respectivement de 0,39% et 0,65% en fin de journée. Le Nasdaq affiche quant à lui une hausse de 0,84%.
* Les inquiétudes autour du ralentissement de la croissance économique, de la flambée des prix des matières premières et du cas Evergrande ont pour le moment été laissées de côté, alors que la saison des résultats trimestriels bat son plein. Et en l'absence de publications macroéconomique majeure aujourd'hui, les investisseurs ont donc tourné leur attention vers les entreprises.
* Dans l'ensemble, l'activité au troisième trimestre 2021 a été satisfaisante pour la plupart des groupes, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis: Faurecia, Maisons du Monde, UBS, Novartis, Facebook, General Electric, UPS et bien d'autres ont ainsi su satisfaire les marchés.
* Cependant, d'autres sociétés n'ont pas forcément vu tout juste, notamment du côté des perspectives. Si l'activité d'Orange a déçu, pour 3M, Xerox ou encore Lockheed Martin, ce sont avant tout les perspectives qui ont péché. En effet, les tensions sur les chaînes d'approvisionnement et le coût de la main d'œuvre les ont poussés à revoir à la baisse leurs ambitions annuelles.
* Rien ne semble arrêter la marche en avant des cours du baril de pétrole. A l’approche de la clôture des marchés actions en Europe, le cours du Brent gagne 0,38% à 86,32 dollars. Selon les dernières estimations de Goldman Sachs, la demande mondiale de pétrole a dépassé 99 millions de barils par jour et atteindra bientôt le niveau pré-Covid 19 de 100 millions dans le sillage du rebond de l'Asie. La vague du variant Delta perd en effet de son intensité dans cette région.

La flambée de prix du gaz pousse en outre à sa substitution par le pétrole, ce qui ajouterait au moins 1 million de barils par jour à la demande.

* La pression monte sur la Banque centrale brésilienne (BCB) pour qu'elle augmente ses taux directeurs de 150 points de base, à 7,75 %, mercredi soir. Suite aux récents développements politiques, un nombre croissant d'analystes s'attend à ce que la banque centrale accélère le rythme de ses hausses de taux, constate Commerzbank. Jusqu’à présent, la BCB a procédé par paliers de 100 points de base. Si la banque centrale déçoit le marché, le réal brésilien risque de subir une nouvelle pression à la baisse, estime le cambiste.

Compte tenu d'un taux d'inflation supérieur à 10 %, la BCB voudra sans doute éviter cela…

En fin d'après-midi, le réal brésilien recule de 0,46% à 0,1791 dollar pour 1 réal.

* L’indice Net Zero Economy Index 2021 du cabinet de conseil et d’audit PwC révèle qu’un taux de décarbonisation annuel de 12,9% - un taux plus de cinq fois supérieur à celui atteint l’année dernière (2,5%) - est nécessaire pour réduire de moitié les émissions mondiales d’ici à 2030 et atteindre la neutralité carbone à l’horizon 2050. C’est la trajectoire à suivre pour remplir l’objectif de 1,5°C de l’Accord de Paris et éviter un changement climatique aux conséquences désastreuses.

" Malgré le ralentissement de l'économie mondiale en 2020, aucun des pays du G20 n'est parvenu à atteindre le taux de décarbonisation de 12,9% nécessaire pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Seuls quelques pays ont déjà réussi à porter ce taux au-delà des 10% ", souligne PwC.

La France a quant à elle réduit son intensité carbone de 6,1% en 2020 et reste le pays du G20 avec la plus faible intensité carbone. Si la majorité des pays du G20 se sont fixé des objectifs climatiques ambitieux, ils ne se sont toujours pas traduits par des mesures stratégiques claires permettant d'opérer les transformations nécessaires.

* En octobre 2021, les entrepreneurs de travaux publics sont bien plus optimistes sur leur activité prévue qu’ils ne l’étaient en juillet dernier, mais aussi plus pessimistes sur leur activité passée, selon une enquête de l'Insee. Les entrepreneurs sont plus nombreux qu’en juillet à indiquer une augmentation de leur activité prévue pour les trois prochains mois : le solde d’opinion correspondant est en hausse pour le quatrième trimestre consécutif. Il se situe désormais bien au-dessus de sa moyenne de longue période.

Dans le détail, les deux soldes relatifs à l'activité prévue pour la clientèle privée et pour la clientèle publique augmentent et se situent bien au-delà de leur moyenne de longue période.

En octobre 2021, les difficultés liées au manque de main-d’œuvre s'accroissent par rapport à juillet. 37 % des entreprises déclarent désormais être limitées par un manque de main-d’œuvre ; elles étaient un tiers en juillet. Cette proportion, supérieure à sa moyenne de longue période (17 %), reste cependant inférieure à son niveau d'avant la crise sanitaire (au-dessus de 40 %).

Enfin, les entrepreneurs sont nettement plus nombreux qu'en juillet à prévoir d'augmenter leurs effectifs au cours des trois prochains mois. Le solde correspondant s'accroît pour le quatrième trimestre consécutif et se situe bien au-dessus de sa moyenne de longue période. Il se rapproche de son niveau d'avant la crise sanitaire.

**SOCIETES**

* Sur la place parisienne, les résultats de Michelin (-0,89%) ne l'ont pas beaucoup plus aidé que ceux d'Orange (-1,68%), dernier du CAC 40 derrière Worldline (-1,62%) et Vivendi (-1,33%). Tout en haut du palmarès, Safran (+4,36%) ArcelorMittal (+3,13%) et Axa (+2,17%) ont occupé le podium.
* Orange trébuche ce mardi à Paris et se classe dernier du CAC 40, avec un repli de 3,25% à 9,293 euros par action. L'opérateur de télécommunication est pénalisé par la baisse de son chiffre d'affaires et de son EBITDAaL (c'est-à-dire l'Excédent brut d’exploitation après loyers, un indicateur clé dans le secteur des télécoms) au cours du troisième trimestre 2021. Il explique ce recul essentiellement par la baisse des cofinancements reçus des autres opérateurs sur le réseau fibre par rapport à l'an dernier.
* Après un début de séance morose, Thales s’est repris et gagne désormais 1,03% à 82,16 euros sur la place de Paris. Si l’équipementier pour l'aérospatiale, la défense et la sécurité a accusé un léger repli de son activité lors du troisième trimestre 2021, il a néanmoins confirmé ses perspectives 2021. Le groupe vise toujours un chiffre d'affaires compris entre 15,8 et 16,3 milliards d'euros et une marge d'Ebit comprise entre 9,8% et 10,3%, en hausse de 180 à 230 points de base par rapport à 2020.

Ces objectifs annuels se basent sur l'hypothèse d'un contexte sanitaire et économique ne connaissant pas de nouvelles perturbations majeures, et en l'absence d'une nouvelle détérioration des chaînes d'approvisionnement mondiales de semi-conducteurs.

S'agissant du projet de cession de l'activité Transport, Thales indique que l'ensemble des processus sociaux requis progresse comme prévu et devrait permettre la signature d'un accord définitif au premier trimestre 2022.

" Ce mouvement stratégique important va nous permettre de nous concentrer sur le développement de 3 grandes activités en croissance à long-terme et dans lesquelles Thales dispose d'un leadership mondial : l'Aérospatial, la Défense & Sécurité et l'Identité & la Sécurité numériques ", a commenté Patrice Caine, le PDG de Thales.

* Après un bref moment dans le vert en tout début de séance, c’est désormais dans le rouge qu’évolue Faurecia, avec un repli de 0,73% à 42,02 euros. Lors du troisième trimestre 2021, les ventes de l’équipementier automobile ont chuté de 10,4 % sur un an en données publiées et de -11,4 % en organique. Elles s’établissent à 3,43 milliards d’euros.

" L'environnement de marché est resté difficile au cours du trimestre écoulé, pénalisé par les conditions défavorables en matière de chaînes d'approvisionnement, notamment pour les semi-conducteurs, qui ont eu un impact négatif sur la production automobile et ont induit une grande volatilité dans les programmes des constructeurs automobiles ", a expliqué Patrick Koller, le directeur général de Faurecia.

Le groupe met néanmoins en avant sa forte surperformance de 780 points de base par rapport à la production automobile mondiale. Il souligne également que Clarion Electronics et l'Asie ont enregistré une croissance organique de 7,3 % et 6,5 % respectivement.

Du côté des perspectives 2021, pas de mauvaise surprise, puisque Faurecia les a maintenues. Le contraire eut été étonnant puisqu'elles ont été rabotées le mois dernier.

* Vallourec a signé un important contrat-cadre d'une durée de 10 ans avec Esso Exploration and Production Guyana Limited (EEPGL), filiale du géant américain ExxonMobil, pour la fourniture de produits linepipe au Guyana. Cet accord définit les bases techniques et commerciales permettant la fourniture sur le long terme de tubes linepipe nécessaires aux futurs projets de développement des champs pétroliers et gaziers d'EEPGL dans ce bassin stratégique. EEPGL opère le bloc Stabroek (26 800 km2) sur lequel environ 10 milliards de barils équivalent pétrole ont été découverts depuis 2015.

Vallourec se positionne ainsi comme fournisseur stratégique de tubes sans soudure pour les futurs projets de construction de conduites d'écoulement (flowlines) et de colonnes de montée (risers) sous-marines au Guyana. Les produits linepipe de Vallourec sont fabriqués selon les exigences de tolérances les plus strictes requises pour les installations de pipelines en eau profonde.

Vallourec servira son client à partir de sa base brésilienne, composée de deux usines situées à Jeceaba et Barreiro (Minas Gerais), bénéficiant de larges capacités de production permettant de répondre aux volumes conséquents attendus par EEPGL pour ses futurs projets au Guyana.

* Les annonces ont été nombreuses à l’occasion de la publication des comptes de Facebook au troisième trimestre : lourds investissements dans le métaverse, programme de rachat d’actions de 50 milliards de dollars, revenus décevants… Sur cette période, le numéro un mondial des réseaux sociaux a vu son bénéfice net augmenter de 17 % à 9,19 milliards de dollars, soit 3,32 dollars par action. Le consensus est plus faible à 3,12 dollars par action.

Le chiffre d'affaires a, lui, bondi de 35% à 29,08 milliards de dollars, contre un consensus Bloomberg s'élevant à 29,5 milliards. Les ventes publicitaires se sont élevées à 28,28 milliards de dollars, soit une croissance de 33%, en net ralentissement par rapport au trimestre précédent (+56%).

Le groupe a été pénalisé par les changements intervenus en termes de protection des données pour leur utilisation dans le ciblage publicitaire par Apple et il continuera de l'être au quatrième trimestre.

Au total, le groupe comptait 2,91 milliards d'utilisateurs mensuels à la fin du troisième trimestre, en progression de 6%. Une croissance qui a ralenti par rapport au deuxième trimestre, lorsqu'elle était de +7%. Le nombre d'utilisateurs quotidiens est pour sa part ressorti à 1,93 milliard, en progression de 6%. Il avait augmenté de 7% le trimestre précédent.

Par ailleurs, la firme créée par Mark Zuckerberg développe ce qu'elle appelle le métaverse – " une nouvelle phase d'expériences virtuelles interconnectées utilisant des technologies telles que la réalité virtuelle et la réalité augmentée ". Les investissements nécessaires à ce métaverse réduiront le résultat opérationnel du groupe d'environ 10 milliards de dollars cette année et ses comptes seront présentés dans une division différente (Facebook Reality Labs) des autres activités du réseaux social (Facebook, Instagram, Messenger, WhatsApp…).

**ANALYSES**

Le gouvernement mise sur les futurs dividendes d'EDF pour financer une partie du bouclier tarifaire sur l'électricité annoncé fin septembre. Mais pour le moment, l'Etat traverse une période de vaches maigres. La crise a en effet porté un sérieux coup aux recettes qu'il perçoit en tant qu'actionnaire. Pour renforcer les bilans des entreprises, les pouvoirs publics ont décidé d'annuler une grande partie des dividendes qui devaient être versés au titre de 2019.

Selon le rapport annuel de l'Agence des participations de l'Etat (APE) dévoilé ce mardi, les coupons distribués sur l'ensemble du portefeuille (83 sociétés cotées et non cotées) ont fondu à 300 millions d'euros en 2020. C'est du jamais vu depuis au moins une décennie. En 2019, l'Etat avait engrangé 2,3 milliards d'euros de dividendes. Avant 2015, les montants perçus dépassaient 4 milliards par an.

Cette chute liée à l'arrêt de l'économie a aussi affecté le rendement global du portefeuille de l'Etat (plus-values et dividendes) : il a reculé de 4,6 % en 2020, soit à peu près la baisse de l'indice boursier CAC 40. Le rendement sur dix ans s'élève à 4,7 % par an, en moyenne.

« Les entreprises dans lesquelles l'Etat est actionnaire ont néanmoins fait preuve de résilience et se sont adaptées dans des délais très courts », nuance Martin Vial, le directeur général de l'Agence. « La plupart ont abaissé leur point mort [le niveau de profit qui permet d'absorber les charges, NDLR], grâce à des mesures sur la production et les effectifs. »

Autre point plutôt positif : les capitaux propres ont peu varié en général et la dette nette des grandes entreprises n'a pas été très affectée. « Les investissements des 18 plus grosses entreprises du portefeuille ont diminué de seulement 4 milliards en 2020 », fait encore valoir Martin Vial.

L'année Covid restera comme une année hors norme pour l'APE, qui a dû revoir ses missions. L'Agence a stoppé les cessions d'actifs et s'est portée au secours des entreprises. Pour pouvoir les renflouer, elle a été initialement dotée de 20 milliards d’euros.

Une dizaine de milliards ont été utilisés, sur trois entreprises principalement : Air France-KLM a reçu 3 milliards d'euros en quasi fonds propres et 600 millions lors de son augmentation de capital. SNCF a bénéficié de 4 milliards d'euros en capital. L'Etat a par ailleurs souscrit des obligations convertibles d'EDF pour 1 milliard d'euros.

La sortie de crise va-t-elle de nouveau modifier la stratégie de l'Etat actionnaire ? « Notre doctrine est amendée en fonction de quatre facteurs, explique Martin Vial. Nous devons d'abord soutenir sur le long terme les entreprises durablement frappées par la crise, comme Air France, SNCF et Aéroports de Paris. » Une sortie de l'Etat du capital de la compagnie aérienne n'est donc pas envisagée dans les années qui viennent.

L'Agence contribuera même à d'éventuelles nouvelles opérations, indique son directeur, alors qu'Air France est toujours en situation de fonds propres négatifs et doit rembourser un prêt garanti de 4 milliards.

Le deuxième facteur qui guidera les décisions de l'Agence est celui de la souveraineté économique. Il ne s'agit pas d'une nouveauté, mais « cet enjeu a été exacerbé par la crise », souligne Martin Vial. A la clé, le maintien des centres de décision, de recherche et de production industrielle sur le territoire français. « Il n'y a pas que l'Etat, il faut veiller à avoir des actionnaires français puissants ou des européens ; quand les investisseurs sont américains, chinois ou asiatiques, cela peut compliquer les choses. »

Dans Orange, une évolution de la participation de l'Etat est par exemple envisageable selon le directeur de l'APE. « Mais si l'Etat devait réduire sa participation, ce qui n'est pas d'actualité, il faudrait regarder qui sont les actionnaires. »

Deux autres enjeux majeurs devront être pris en compte à l'avenir : l'exigence environnementale, qui suppose de rogner sur les rendements à court terme pour investir dans la recherche, et la disruption technologique (numérisation, robotisation…). Une multiplicité d'objectifs qui ne vont pas faciliter la tâche de l'Etat actionnaire.

**L’AGENDA DU 27 octobre 2021**

**8h00 en Allemagne**  
Confiance des consommateurs en novembre

**8h45 en France**  
Confiance des consommateurs en octobre

Indices de prix de production et d'importation dans l'industrie en septembre

**10h00 en zone euro**  
Masse monétaire M3 en septembre  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Balance commerciale en septembre  
Commandes de biens durables en septembre

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de pétrole